

# Les crises environnementales. Des limites au capitalisme ?

**Frédéric Graber**

Centre de recherches historiques, EHESS-CNRS.

**Antonin Pottier**

Centre international de recherche sur l'environnement et le développement, EHESS.

**Bénédicte Zimmermann**

EHESS, Wissenschaftskolleg zu Berlin.

**L**orsqu'il émerge en Europe, dans les années 1850-1870, le terme « capitalisme » est un concept de combat, utilisé par des auteurs socialistes pour dénoncer un système économique qui exploite les travailleurs au profit du capital. Ce n'est que dans un second temps que d'autres groupes politiques se le sont réapproprié en s'efforçant de lui donner un sens positif, dans un contexte d'affrontement idéologique, qui culmine au <sup>xx</sup>e siècle avec la Guerre froide. Depuis la chute du mur et la disparition de ce face-à-face idéologique, le capitalisme semble redevenu un objet mobilisé principalement par des critiques qui en décrivent les méfaits et les faiblesses pour promouvoir des alternatives, par définition non capitalistes.

Plus personne (ou presque) ne défend aujourd'hui *le* capitalisme, alors même qu'il a pleinement fait son retour dans les sciences sociales. C'est un objet

très vague, qui intègre une grande diversité conceptuelle, géographique et historique. Les théories du capitalisme sont nombreuses : de Karl Marx à Fernand Braudel en passant par Werner Sombart, Max Weber ou Joseph Schumpeter, les analyses du phénomène et de ses origines sont non seulement plurielles, mais largement divergentes. L'objet lui-même se décline en une multitude de « variétés » de capitalisme – commercial, industriel, agraire, financier, de marché, néolibéral, rhénan, asiatique, etc. – que l'on peut comprendre comme une dynamique interne au phénomène, qui se renouvelerait constamment en intégrant la critique et en conquérant de nouveaux terrains, comme un développement historique d'un phénomène unique, ou au contraire comme une pluralité de configurations qui n'ont en commun que quelques traits particuliers, que ce soit la capitalisation, l'extraction d'un profit, la croissance de la production et de la consommation, etc.

Les crises environnementales, que ce soit le changement climatique, l'effondrement du vivant ou les différentes formes de pollutions, pointent vers cet insaisissable capitalisme avec des questions nouvelles et nombreuses. Est-ce que les dégradations environnementales peuvent être directement imputées à un système économique en particulier ? L'impact désastreux des économies socialistes d'Europe de l'Est incite à beaucoup de prudence. Celles-ci peuvent certes être conçues comme des formes de capitalisme d'État, mais elles témoignent *a minima* que ce n'est sans doute pas exclusivement la recherche du profit qui rendrait aveugle aux destructions environnementales. La croissance pourrait sembler un bon responsable à pointer du doigt, dans la mesure où les crises environnementales sont directement causées par l'explosion sans précédent des consommations matérielles, particulièrement depuis 1945, dans ce qu'on appelle la « grande accélération », à savoir une croissance presque exponentielle des consommations de toutes les matières premières, y compris les terres agricoles. Mais à quel système économique relier cette croissance, étant donné que les pays occidentaux d'après-guerre évoluent dans des configurations d'économie mixte, et que la Chine, qui porte la croissance mondiale des

deux dernières décennies, a un système bien singulier ? Et quelle croissance exactement est responsable ? La croissance économique peut-elle être découplée de la croissance des consommations matérielles, comme l'affirment volontiers certaines voix, qui appellent à un « capitalisme vert », à un « éco-capitalisme », voire à un « développement durable » ? Mais le capitalisme peut-il s'accommoder de régulations nécessairement fortes pour faire advenir un tel découplage ? Comment peut-on réconcilier la poursuite systématique du profit et les appels à la sobriété matérielle ? Comment devenir sobre sur certaines matières, comme les énergies fossiles, sans reporter le poids de la croissance sur d'autres matières, dont la consommation excessive peut à son tour avoir des conséquences environnementales délétères ?

Une autre question décisive concerne les liens entre l'exploitation des ressources naturelles et les formes d'exploitation sociale. Le colonialisme et l'esclavagisme ont joué historiquement un rôle important dans l'expansion économique européenne, avec un cortège de prédation et de transformation environnementales à l'échelle du globe. Le développement économique fulgurant des pays du Nord dans les deux derniers siècles s'est largement fait sans (et parfois contre) le développement des pays du Sud. Cette structuration spatiale inégale du capitalisme mondial est en voie d'évolution, ce qui n'est pas sans poser de redoutables questions sur le plan environnemental. Si les premiers sont les principaux responsables du changement climatique, les seconds aspirent aujourd'hui pour la plupart à rejoindre et dépasser leur niveau de vie, quitte à emprunter à leur tour la voie fossile. Est-ce possible, sans que les uns ne décroissent, pour permettre aux autres de croître à leur tour ? Ou bien faut-il que les pays du Sud se développent sans passer par la case fossile ? Comment éviter que les appels à un développement propre de la part des anciennes puissances coloniales ne soient pas perçus comme un appel à rester sous-développés ? Comment ne pas voir l'ambivalence des Occidentaux, qui proposent un mode de vie manifestement non durable et qui s'angoissent de sa généralisation aux pays du Sud en réactivant les réflexions malthusiennes sur une terre trop

chargée d'humains ? Les conséquences des inégalités générées par le capitalisme mondial pèsent ainsi lourdement sur la défiance entre États. Comment construire une coopération globale sans revenir sur ces formes d'exploitation et ces dynamiques inégalitaires toujours à l'œuvre ?

Reste une question plus dérangeante. Au fond, il n'est pas certain que les crises environnementales soient vraiment un problème pour le capitalisme. Compte tenu de l'inertie, voire de l'apathie, des acteurs économiques et politiques sur ces questions, il faut interroger leurs attentes et leurs stratégies vis-à-vis des questions environnementales. Les régulations environnementales peuvent certes créer de nouvelles industries, comme celles des énergies renouvelables et attacher à la protection de l'environnement de puissants intérêts économiques. Toutefois, c'est parfois l'absence de régulation, et donc à terme l'aggravation des crises, qui permet de préserver le profit, la croissance, les consommations. Les crises ne sont pas vécues par tous de la même manière et peuvent receler pour certains de formidables opportunités de profit. La dégradation prévisible des environnements laisse ainsi entrevoir de nouveaux marchés de la remédiation, de l'adaptation, de l'ersatz de nature, même si ce cycle d'accumulation pourrait bien être le chant du cygne du capitalisme, qui mourra, et nous avec lui, après avoir achevé de parasiter la biosphère dont il se nourrissait.

Les articles réunis dans ce numéro entendent suivre quelques-unes seulement de ces nombreuses questions.

Frédéric Graber se penche sur l'articulation entre innovation et écologie, à partir de l'exemple des Amish. En 2020, le président français Emmanuel Macron avait raillé les opposants écologistes à l'introduction de la 5G, en les renvoyant à un supposé « modèle Amish », technophobe et passéiste. Cet événement est révélateur d'un paradoxe de nos sociétés occidentales, qui se pensent « modernes », au sens où elles seraient en mesure de façonner leur propre destin, par exemple de répondre au défi du changement climatique, mais refusent simultanément de discuter des effets sociétaux des choix technologiques, considérant l'innovation comme intrinsèquement bonne,

non pas seulement pour le système économique, mais plus généralement pour l'avenir des sociétés. La particularité des Amish réside justement dans leur réflexion approfondie sur les effets sociétaux des technologies, qu'ils peuvent modifier, brider ou refuser, selon leurs conséquences potentielles sur leur mode de vie. De ce fait, ils pourraient sembler incarner un modèle alternatif, permettant de répondre aux défis environnementaux du monde contemporain. Cela dit, sans être technophobes, les Amish ne sont pas franchement écologistes non plus. Revenir sur les « modèles Amish », c'est tenter de penser les contradictions dans lesquelles nos sociétés sont enfermées.

Cornelia Möser examine à travers une comparaison franco-allemande les liens entre écologie, féminisme et critique du capitalisme. Elle montre comment, dans les années 1970, l'écoféminisme remet en question le productivisme et l'idéologie de la croissance illimitée, commune au capitalisme et au socialisme. En France, Françoise d'Eaubonne inscrit sa critique du capitalisme dans une critique plus large du patriarcat : la racine de la crise écologique résiderait dans l'appropriation masculine de la nature et de la fécondité féminine. La critique est d'abord d'ordre éthique, orientée vers une révolution des valeurs et des rapports de genre. En Allemagne, domine au contraire une approche matérialiste incarnée par les écrits de Maria Mies, Veronika Bennholdt-Thomsen et Claudia von Werlhof (ce que l'on appelle désormais l'école de Bielefeld, *Bielefelder Schule*). Selon cette approche, le capitalisme, en exploitant le travail domestique, les colonies et la nature, reproduirait une domination patriarcale qui lui serait antérieure. Alors qu'en Allemagne, l'écoféminisme tend aujourd'hui à prendre ses distances avec l'« économisme » des pionnières de la *Bielefelder Schule* et leur assimilation de la femme à la nature, Cornelia Möser voit une plus grande continuité dans les approches françaises de l'écoféminisme.

Birgit Müller revient sur l'expérience de jeunes militants allemands qui fondèrent dans le Berlin-Ouest de la fin des années 1970 des collectifs de production autogérés pour rompre avec la logique capitaliste du profit et de l'obsolescence programmée. Ces pionniers, héritiers critiques du marxisme,

concevaient la « qualité du travail » comme un acte politique : produire des biens durables, réparables et socialement utiles. Ils développèrent des pratiques visant à abolir la division hiérarchique du travail et à réconcilier activité productive, sociale et éthique. L'autrice montre cependant comment la confrontation aux réalités du marché a fait surgir des tensions entre l'idéal égalitaire et les conditions concrètes de travail. Retrouvant la trace d'une partie de ses enquêtés quarante ans plus tard, elle révèle comment leur critique du capitalisme s'est muée en tentative de réforme interne du système, amenant un certain nombre d'entre eux à embrasser l'aventure entrepreneuriale dans les secteurs de l'énergie solaire, éolienne ou du vélo.

Benjamin Beuerle revient sur le débat quant à l'usage du terme « capitalocène » plutôt que celui d'« anthropocène », à partir d'une analyse de l'évolution des politiques environnementales depuis les dernières années de l'URSS jusqu'à la Russie de l'ère Poutine, à travers trois études de cas. Il montre que sous Gorbatchev, le gouvernement soviétique avait reconnu la nature anthropique et menaçante du changement climatique et envisagé des mesures de réduction des émissions et le développement des énergies renouvelables. Localement, des mesures avaient été aussi prises pour tenter de réduire la pollution induite par le trafic automobile. Ces politiques connaissent une continuité partielle dans l'ère postsoviétique et ce n'est qu'avec l'ère Poutine que les positions gouvernementales deviennent climatosceptiques et que les énergies renouvelables sont délaissées au profit des énergies fossiles, utilisées comme levier géopolitique. Il en conclut que les changements de politique environnementale tiennent moins au basculement d'un système économique à un autre, du socialisme au capitalisme, qu'aux orientations personnelles d'un dirigeant qui a construit son régime autour des énergies fossiles.

Antonin Pottier examine, par une analyse conceptuelle, si le capitalisme peut être compatible avec des limites écologiques. Il s'efforce de définir et de clarifier le sens des termes employés, opposant par exemple la notion de limite à celles de frontière. Il montre alors que le capitalisme, entendu

comme la logique d'accumulation du capital par des acteurs privés guidés par les perspectives de profit, ne contient pas de mécanisme interne permettant d'éviter le franchissement de frontières écologiques. Au contraire, la dynamique même de recherche du profit pousse à explorer les manières d'externaliser les coûts de production et donc à démultiplier les possibilités de franchir une frontière écologique.

Isabelle Desportes s'intéresse à la fabrique des catastrophes naturelles à travers l'exemple des feux qui ont ravagé, à l'été 2022, la forêt des Landes de Gascogne. Ces catastrophes sont qualifiées de naturelles alors qu'elles ne le sont pourtant pas : d'une part, parce que les activités humaines, via le réchauffement climatique, affectent de plus en plus la probabilité de survenance des phénomènes météorologiques qui les déclenchent ; d'autre part, parce que la vulnérabilité des territoires à ces risques est le produit de la dynamique d'accumulation du capital et de stratégies foncière dans la longue durée, tel que le développement forestier puis touristique dans le cas des Landes. Mais le capital trouve aussi à se déployer avec la catastrophe, soit que la prévention et la gestion des catastrophes soient traversées de logique néolibérale, soit que la catastrophe elle-même ouvre de nouveaux espaces à l'appropriation capitaliste.

Le numéro se poursuit avec un entretien croisé entre deux sociologues qui ont joué au cours des dernières décennies un rôle majeur dans l'intégration de la question écologique dans leur discipline et dans le débat public : Dominique Méda en France et Klaus Dörre en Allemagne. Ces sociologues considèrent tous deux que la crise écologique ne pourra être surmontée sans une transformation en profondeur du capitalisme et sans un changement radical de nos cadres cognitifs, normatifs et démocratiques. Dominique Méda s'inspire de Max Weber, Jürgen Habermas, André Gorz et Philippe Descola dans son plaidoyer en faveur d'une redéfinition de la richesse et d'une « éthique de la Terre ». Klaus Dörre, quant à lui, mobilise Karl Marx pour analyser la crise écologique à travers les rapports de pouvoir et les conflits sociaux, appelant à une transformation structurelle du système.

Leur dialogue nous invite à penser ensemble renouvellement éthique et émancipation sociopolitique pour sortir de l'impasse écologique du capitalisme contemporain.

Le numéro se clôt par deux traductions.

La première est la traduction allemande (à peine abrégée) d'un article de Claudette Lafaye et Laurent Thévenot paru en 1993 dans la *Revue française de sociologie*. Les auteurs y examinent la manière dont les références à l'environnement sont mobilisées dans les conflits suscités par des aménagements de la nature. En scrutant les arguments qui s'y affrontent, ils analysent comment les références à la nature interviennent dans le basculement de la défense du bien privé (associé au personnel et au particulier) vers la défense de la cause planétaire (associée au commun et au général). S'appuyant sur la théorie de la justification, qui distingue différentes « cités » en fonction des modes de résolution des controverses et des ordres de justification qui y prédominent, Claudette Lafaye et Laurent Thévenot identifient trois formes de mobilisation des arguments écologiques : par l'intégration dans des ordres de justification existants ; par l'élaboration d'un nouvel ordre sous la forme d'une « cité verte » ; par la rupture avec la grammaire des cités qui en faisant de la commune humanité sa communauté de référence néglige les autres êtres vivants. Cette dernière option amène les auteurs à questionner le périmètre d'une communauté de référence qui serait à même d'intégrer les générations futures et les espèces non humaines et à en faire des objets de droit.

La seconde est la traduction française d'un texte de Joachim Radkau, paru en 1983 dans la revue *Geschichte und Gesellschaft*, et qui a lancé une controverse importante en Allemagne, la « Holznotdebatte ». La position dominante dans les études historiques sur la forêt (dans lesquelles les écoles de foresterie jouaient un rôle important) consistait à prendre pour argent comptant toute une série de déclarations, dans des sources réglementaires, qui affirmaient qu'il y avait eu un manque de bois (une crise des ressources forestières) au XVIII<sup>e</sup> siècle. Cet argument avait une importance au-delà de la seule histoire forestière. Il a été repris, en particulier par Sombart, pour



réfléchir à la question des ressources énergétiques en lien avec le capitalisme et plus précisément le développement industriel : le manque de bois aurait imposé une limite matérielle (organique) à l'extension industrielle, qui s'est trouvée libérée avec l'ère du charbon – une thèse aujourd'hui largement dépassée. Au milieu des années 1980, Radkau soutient la thèse que cette apparente crise résulte d'un biais d'interprétation : les sources officielles qui soulignent le mauvais état des forêts et la pauvreté des ressources viseraient en fait à soutenir la mise en place d'une nouvelle gestion forestière, dans laquelle les autorités cherchent à s'approprier la ressource de manière plus exclusive en dénonçant de mauvais usages par les locaux et en imposant une foresterie scientifique. La controverse s'est poursuivie dans les années 1990 et certains forestiers ne sont sans doute toujours pas convaincus, mais d'un point de vue historique elle a permis de lancer un vaste ensemble de travaux qui ont permis d'affiner la position de Radkau – il y a bien une dimension stratégique importante – tout en faisant une place à des crises régionales, bien réelles.